

Le régime de l'acte administratif unilatéral (AAU)

LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACTE ADMINISTRATIF

La compétence

Dimension matérielle : l'autorité administrative n'est habilitée à édicter des actes que dans des **domaines précis**. Ces domaines sont définis dans les textes (ex : une collectivité peut intervenir dans tel ou tel secteur).

Dimension géographique de la compétence : un acte ne peut être adopté que dans un ressort administratif limité (ex : le préfet de département est géographiquement limité au département dont il a la charge).

La forme

Caractère **écrit** ou **oral** / caractère **implicite** ou **explicite** / **signature de l'acte** (sinon, vice d'incompétence) / **motivation de l'acte** depuis loi du 11 juillet 1979 (l'administration doit expliquer par écrit les motifs et les communiquer à celui qui les demande dans le délai de recours contentieux, sinon, vice de forme - **CE, 1985, Testa**)

La procédure

L'acte administratif peut être encadré par des **délais** : dans la majorité des cas, le délai est indicatif, mais il peut parfois être impératif.

L'acte administratif peut être précédé d'une **consultation** : cela peut être des **avis facultatifs** ou **avis obligatoires**. Au sein des avis obligatoires, l'avis peut être **simple** (l'administration n'a pas besoin de le suivre) ou **conforme** (l'administration à l'obligation de le suivre).

L'acte administratif peut être précédé d'une **procédure contradictoire** : c'est le cas pour les mesures administratives individuelles (mesures de police, sanctions ou toutes autres mesures prises en considération de la personne) afin que leurs destinataires puissent être entendus (renvoie à l'article 6§1 de la CEDH) et est devenu un PGD avec **CE, 1944, dame veuve Trompier-Gravier**

Eux, ce sont les éléments
de régularité externe.



Et eux, ce sont
les internes.

Le but de l'acte

L'administration doit agir en poursuivant un but d'intérêt général.

Le contenu de l'acte

Déterminé par les textes : plus le texte est imprécis, plus l'administration dispose d'une marge de manœuvre, on dit alors que l'administration dispose d'un **pouvoir discrétionnaire**.

Les conditions de l'acte

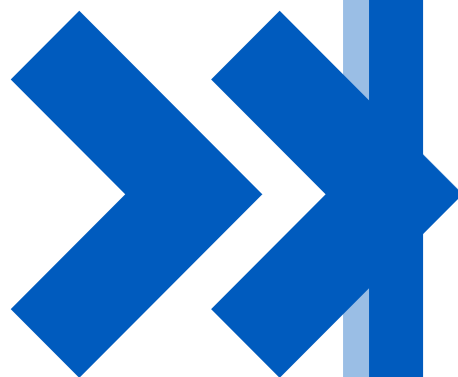
Les conditions de droit et de fait qui ont justifié l'acte.



LA NAISSANCE DE L'AAU



- La validité de l'acte : signature
- L'opposabilité de l'acte : Conditionnée par sa **publicité**. Les différentes catégories d'AAU requièrent **des modes de publication ou d'affichage différents**.



Décrets et arrêtés ministériels : publiés au Journal officiel de la République française.

Autres arrêtés : publication au sein des bulletins officiels des ministères ou des recueils administratifs des préfectures et des collectivités territoriales.

- Si destinés à l'administration ou aux services de l'État : mis en ligne sur Internet.

- Si décisions individuelles : notifiées à chaque personne concernée (lettre recommandée avec accusée réception / main propre contre récépissé).

PGD depuis CE, 25 juin 1948 : Le principe de non-rétroactivité. Il interdit à l'administration de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à la publication d'un acte administratif. Dérogations possibles, par exemple en cas de **présence d'un vide juridique lors de l'adoption d'actes transitoires**, en application du principe de sécurité juridique (CE, 24 mars 2006, Sté KPMG).



LA DISPARITION DE L'AAU

Distinction entre les actes créateurs de droit et les actes non créateurs de droit :

- Actes créateurs de droits = l'administration ne peut pas les remettre en cause, c'est le **principe d'intangibilité des actes créateurs de droits** (CE, 1968, Michelin). Typique des actes individuels (mais il se peut que des actes individuels soient non créateurs de droit - CE, 1986, Rochaix)
- Actes non créateurs de droits = l'administration peut les remettre en cause, les destinataires de ces droits n'ont aucun droit acquis à leur maintien. Typique des actes réglementaires (portée générale et impersonnelle) et les décisions d'espèce (appliquer une réglementation préexistante à un cas concret)

Distinction entre abrogation et retrait : article L.240-1 du Code des relations entre le public et l'administratif

- **Abrogation** = disparition pour l'avenir
- **Retrait** = disparition pour l'avenir et le passé



Abrogation des actes réglementaires

Possible (si besoin est) d'abroger des actes légaux **puisque'ils ne créent pas de droit** (CE, 1961, Vernier).

Obligatoire **si l'acte est illégal** (PDG du CE en 1989, **Compagnie Alitalia**) ou si règlement sans objet (art. 1er de la loi du 20 décembre 2007).



Abrogation des actes individuels

Si l'acte est **créateur de droits**, l'arrêt du CE du 6 mars 2009, **Coulibaly** estime que c'est possible si l'acte est **illégal** / le bénéficiaire en fait la demande / des dispositions législatives ou réglementaires le prévoient.

Si l'acte est **non créateur de droits**, l'acte peut être abrogé.

Les retraits :

Retrait des actes réglementaires

- Si l'acte n'a reçu **aucune application effective**, s'il n'a produit aucun effet, il peut être retiré à tout moment et pour tout motif (CE, 1966, **Société Graciet**).
- Si l'acte a reçu une **application effective**, son retrait n'est en revanche possible que pour illégalité (CE, 1988, **Société civile le Tahiti**).

Obligation de **retirer les actes irréguliers** : lorsque leur légalité est mise en cause par une demande de retrait ou par un recours juridictionnel.

Retrait des actes individuels

- Si l'acte est **créateur de droit**, il ne peut être retiré que pour illégalité ET dans le respect d'un délai (différent selon l'acte).
- Si l'acte est **non créateur de droit**, il peut être retiré s'il est illégal. En principe, si l'acte est légal, il ne peut pas être retiré au nom de la sécurité juridique. Toutefois, il peut être retiré si **défavorable** et donc le retrait serait dans l'opportunité de la victime (CE, 1950, **Queralt** : possibilité de retirer l'autorisation de licenciement d'un agent public).

